

"Bertrand de Jouvenel: Au congrès de l'Europe" dans Revue de Paris (Juin 1948)

Légende: En juin 1948, l'écrivain et journaliste français Bertrand de Jouvenel s'interroge dans la Revue de Paris sur l'évolution du concept d'Europe unie et souligne les timides avancées du congrès de La Haye.

Source: Revue de Paris. Juin 1948, n° 6; 55e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"bertrand_de_jouvenel_au_congres_de_l_europe"_dans_revue_de_paris_juin_1948-fr-3d956a65-68c0-46de-a7e1-4c4ab51b5517.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Au congrès de l'Europe

Tandis que les gouvernements de l'Europe occidentale organisent leur coopération sur le plan politique et militaire (Pacte des Cinq à Bruxelles, 17 mars) et sur le plan économique (Convention des Seize à Paris, 16 avril), d'autre part les associations privées qui militent pour une plus parfaite union ont tenu à La Haye, du 7 au 10 mai, un Congrès rendu possible par la généreuse hospitalité du gouvernement hollandais : il portait le titre de « Premier Congrès de l'Europe ».

« Voyez ! Tout-le-Monde est venu ! » s'exclame joyeusement mon voisin, qui eut part à l'organisation du Congrès. Du balcon de presse où nous sommes, nos regards parcourent aisément la salle du Parlement. On ne voyait, il y a quelques instants, qu'une foule confuse, levée pour acclamer l'entrée de Churchill ; il a gravi les marches de la plate-forme d'un pas pesant, la tête lourdement enfoncée entre les épaules ; il a été accueilli sous le dais par la princesse Juliana, venue à sa rencontre il a pris place non loin d'elle, le tumulte s'apaise, et maintenant mon compagnon explore l'assemblée. Sous son doigt qui guide mon attention, un public indistinct éclot en visages familiers. Voici Reynaud, Daladier, Bastid, et voilà Dautry, Rueff, Serruys. Et voici Eden, Macmillan, Layton ; et Charles Morgan, Bertrand Russell, T.S. Elliot.

Si elle n'était fastidieuse, il faudrait poursuivre l'énumération : car le véritable événement du Congrès c'est, sans doute, l'affluence.

On le sentait bien au cours de la garden-party qui suivit la séance inaugurale. Au lieu de se joindre aux groupes de fervents qui discutaient, oublieux de l'herbe fraîche et indifférents aux buffets dressés sous les arbres, mieux valait suivre des yeux tel qui portait à l'entrée un visage distrait et observer son épanouissement à proportion de ses rencontres : notre hésitant se félicitait d'être venu. Il en est des idées un peu comme des maîtresses de maison : on y court, si elles ont « du beau monde ». C'était le cas de l'idée européenne.

Ce Congrès a été un véritable plébiscite des « gens de qualité » en quelque sens que l'on prenne le terme. Genève en ses plus beaux jours n'a pas attiré un concours plus distingué. Succès étonnant alors que l'aimant rassembleur n'est plus le prestige de cinquante-deux gouvernements mais le seul prestige d'une idée. Triomphe pour Churchill qui agite l'opinion depuis deux ans, triomphe pour Coudenhove qui la travaille depuis vingt-cinq ans, triomphe pour les jeunes organisations qui ont battu le rappel ; et témoignage éclatant d'un puissant courant de conviction.

« Faire l'Europe » est le rêve d'aujourd'hui. Qu'on y apporte beaucoup ou peu de foi, on l'admet comme la forme prise par l'espérance. Il me surprend qu'on ne remarque point combien l'espérance s'est dégradée depuis un quart de siècle.

Inoubliables septembres ! Heureuse la jeunesse qui se pressait à Genève pour entendre les puissants du monde proclamer leur soumission à des principes et engager les forces de leurs peuples à la défense d'un Droit supérieur aux volontés nationales ! A cette jeunesse il ne paraissait pas impossible d'établir une sécurité collective qui fermât les portes de la guerre, et il ne lui paraissait pas nécessaire d'assurer la sécurité individuelle contre l'État national qu'on n'imaginait point capable d'attentats contre ses propres ressortissants. Il n'était point fatal à ses yeux, ni même vraisemblable, que les frontières devinssent des obstacles difficilement franchissables en temps de paix même, — elles ne l'avaient point été dans le passé, — et donc elle ne se disait pas que pour renverser les barrières il fallait supprimer les frontières. Elle tablait sur une société des esprits et sur une association productive à peine compartimentées par les territoires nationaux. La politique de conquête n'était pas tellement entrée dans les mœurs qu'on vînt à estimer précaire et misérable la condition des petits ensembles qu'on ne savait pas destinés à la destruction ou à la vassalisation.

En un mot une « grande société » existait alors, troublée par la guerre sans doute mais susceptible de se rétablir, une société transcendant les frontières, sur laquelle, pensait-on, ne pèseraient que légèrement des

structures politiques qui n'étaient dangereuses que par leurs heurts, qu'on pouvait prévenir.

On s'attendait à ce que les pouvoirs devinssent meilleurs. Manifestement c'est parce qu'ils sont devenus pires que nous éprouvons le besoin urgent de faire l'Europe.

Comme les pouvoirs nous paraissent incapables de ne pas s'indurer à leur périphérie de remparts absurdes entre lesquels leurs peuples étouffent, il semble indispensable de construire un pouvoir européen qui supprimerait les indurations, devenues intérieures, et repousserait les remparts à la périphérie de l'Europe. Comme les pouvoirs nous paraissent incapables de renoncer au droit de fausse monnaie, il nous semble indispensable que les billets d'illusion au moins ne soient pas divers et qu'on les réduise à un seul. Comme l'agressivité des factions politiques nous paraît incurable, nous voudrions l'éventer en la forçant de se déployer sur un champ plus vaste. Bref, l'idée d'Europe est le fruit de notre pessimisme et de notre désespoir. Parce que nous n'attendons plus des pouvoirs qu'ils s'amendent, nous appelons de nos vœux un pouvoir réparateur, sans assez nous demander s'il ne serait point capable pour son compte de tous les torts qu'il devrait redresser dans ses subordonnés.

Le pouvoir qui n'existe pas encore a sur celui que l'on subit des avantages extrêmes. Mais si l'on veut qu'un pouvoir européen actualise un jour les vertus qu'on lui suppose, il faudra prêter à sa constitution plus d'attention qu'on ne fait, et ne pas seulement transporter sur le plan européen les idées simplistes qui ont corrompu les pouvoirs nationaux.

Cette préoccupation n'a guère percé dans le Congrès, sinon de la part des intéressantes équipes fédéralistes. Ce n'était pourtant pas faute d'éminents juristes. Peut-être a-t-on jugé qu'il était trop tôt. Pourtant il est un peu contradictoire, lorsque l'on proclame qu'il faut faire vite, de ne point du tout examiner ce que l'on voudrait faire.

L'omission n'est-elle pas significative? Ne manifeste-t-elle pas une tendance sous-jacente au Congrès et à l'aspiration européenne en général? Une volonté confuse encore mais agissante déjà de fonder une coalition bien plutôt que d'établir un arbitrage?

Mais oui! Et c'est là que l'on peut véritablement mesurer la dégradation de l'espérance depuis Genève. Il s'agissait de moraliser les pouvoirs en leur assignant des règles de conduite: et il s'agit maintenant d'associer les pouvoirs pour constituer un plus grand bloc dans le monde. Il s'agissait d'une idée morale, il s'agit maintenant d'une idée géopolitique; il s'agissait du Droit et il s'agit maintenant de la force.

Ce n'est pas à dire que l'aspiration d'aujourd'hui soit illégitime: les circonstances assurément autorisent et même nécessitent ce que M. Ramadier a justement dénommé « un réflexe de défense ». Il a précisé que les Européens avaient besoin de s'unir afin de maintenir leur place dans le monde: c'est le thème de Gaston Riou « S'unir ou mourir », thème qui découle logiquement de la confrontation des anciens États européens aux empires du XXe siècle, telle que Drieu la Rochelle l'avait dessinée dans *Mesure de la France*.

« Nous sommes trop petits pour une époque où des géants se bousculent, nous sommes trop pots de terre ». Il est permis de penser cela, et même c'est une constatation qui s'impose. Mais c'est s'abuser singulièrement de vouloir inscrire cette pensée, comme c'est le cas de beaucoup, dans la lignée de la pensée pacifiste et humanitaire. Et si l'on veut forcer cette insertion, on se trouve amené à postuler que l'Europe qu'on veut organiser est le lieu géométrique de l'humanisme et de la liberté, ce qui est faux, ou la terre bénie de la paix, ce qui est ridicule.

De quoi s'agit-il, sinon de constituer une nouvelle grande puissance qui soit, comme l'on dit certains, une « troisième force » entre les géants qui nous surplombent? D'une telle entreprise le patron n'est point Kant: mais c'est Machiavel, Machiavel, qui, dans des circonstances analogues, invitait les cités italiennes à s'unir pour atteindre à la taille des puissances voisines. L'Italie sans doute se fût épargné bien des épreuves si elle eût écouté le Florentin; et c'est un fort argument historique pour qu'on écoute aujourd'hui Churchill qui vient

incarner l'instinct de conservation de l'Europe après avoir incarné l'instinct de conservation de l'Angleterre.

Le vouloir-vivre est le principe de l'union, un principe puissant et légitime ; ne nous mystifions pas en supposant un principe spirituel qu'on chercherait en vain. Sera-ce la culture européenne ? Mais, comme l'a remarqué M. Gilson, après la chute du français succédant à celle du latin, il n'y a plus de culture européenne, il y a des cultures, toutes à cheval sur les océans, à l'exception d'une seule qui est la culture allemande. Sera-ce la liberté individuelle et la dignité de la personne humaine ? Mais sommes-nous bien fondés à nous arroger le monopole de leur défense, nous qui les respectons bien moins que tels pays d'outre-mer ? Sera-ce le christianisme ? Mais l'Europe est à demi-déchristianisée et le christianisme ne s'arrête pas à ses frontières !

Si la préoccupation dominante était vraiment la défense de « valeurs », on voit mal pourquoi elle conduirait à faire l'Europe plutôt qu'à constituer un Commonwealth des peuples libres, comme le prône Clarence Streit, idée qui pourtant ne trouve chez nous nulle audience, ce qui est fort révélateur. Les valeurs qu'on invoque sont un contenu moral qu'on voudrait donner au sentiment européen mais qui en fait lui sont étrangères et dont il ne se recouvre que comme par déguisement. Car il prend sa véritable source dans le complexe d'infériorité des peuples historiques qui menèrent le jeu mondial et qui se sentent humiliés de se voir militairement à la merci de la puissance russe, économiquement à la charge de la richesse américaine.

C'est un indice assez significatif que le démarrage de l'idée européenne ait eu lieu à Vienne après la première guerre mondiale, c'est-à-dire dans l'une des plus glorieuses capitales de l'Europe, capitale que justement on venait d'amputer de l'empire qu'elle avait assemblé au cours des siècles. Le ressentiment d'une soudaine petitesse dut nourrir dans une élite sensitive l'aspiration paneuropéenne. Le comte Coudenhove-Kalergi, à qui revient tout le mérite de l'idée, indiquait un chemin qui apparaîtrait séduisant au reste des Européens à mesure qu'ils verraient se consommer la ruine ou se prononcer la décadence de leurs États nationaux respectifs.

C'est une erreur où les intellectuels s'entêtent de croire que le goût de la grandeur et de l'empire est le fait des aristocraties seules : il est au contraire essentiellement le fait des masses, comme en témoignent les succès plébiscitaires, à travers toute l'Histoire, de ceux qui exploitent l'humiliation nationale et font appel à l'orgueil des peuples. Aussi l'idée européenne n'est-elle nullement incapable de passionner nos foules, portée devant elles par un orateur qui leur ferait honte de leur déchéance et leur promettrait de nouveaux destins.

M. Paul Reynaud, avec une grande prescience politique, a senti et indiqué que l'Europe pouvait se construire ainsi à chaud, par une prise directe sur les peuples.

On peut seulement se demander si, née d'un appel qui pour être efficace devrait être passionnel, elle aurait bien les traits que nous lui souhaitons, si la Justice serait son attribut essentiel et la liberté individuelle sa fin. N'est-il pas plus probable qu'elle serait toute frémissante des passions qui lui auraient donné naissance ?

A la proposition faite par M. Paul Reynaud d'une sorte de Convention élue par le peuple européen, le Congrès et ses dirigeants ont réagi par une hostilité fort curieuse. On a dit le projet irréalisable, ce qui est dérisoire. On avait voté pour un « transfert de souveraineté », ce qui ne saurait mieux s'opérer dans le système d'idées qui a cours qu'au moyen d'une assemblée tenant ses pouvoirs directement du peuple. Visiblement le Congrès s'est effrayé des hasards d'une telle Convention, ce qui est assez compréhensible. Mais cette défiance du jugement de la majorité étonne alors que toutes les institutions de l'Europe sont fondées sur ce jugement. Il est vrai qu'on ne les trouve pas trop bonnes puisqu'on cherche un pouvoir supérieur qui les corrige : instinctivement on l'imagine comme un pouvoir des élites : le frein sénatorial qu'on rejette à l'échelon national, on le recherche à l'échelon européen, tellement que l'observateur peut se demander si le problème de l'Europe est de faire un pouvoir européen ou de modérer les pouvoirs nationaux.

Le Congrès a duré trop peu de temps pour que les tendances différentes s'organisent et se définissent par leur

opposition. Les meilleurs journalistes allaient, demandant : « Qui est avec qui et contre qui, pour quoi ? » Ce qui est une très bonne question, car les réponses qu'elle exige font sentir l'articulation d'une assemblée. Celle de La Haye ne s'est pas véritablement articulée : elle est restée à l'état colloïdal groupée autour de sa charpente administrative, c'est-à-dire du Comité de Coordination qui groupe les mouvements de toute sorte pour l'Europe Unie.

Les organisateurs qui s'étaient seuls préparés ont fait passer sans grand changement les résolutions qu'ils avaient apportées et qui étaient fort modérées. Elles tendaient dans l'ensemble à la restauration d'une Europe libérale, dans ce qui reste de l'Europe. Dans l'ordre économique aplanir le grand marché aujourd'hui compartimenté par les cloisons presque étanches des systèmes douaniers et monétaires. Dans l'ordre politique assurer d'abord la défense, organiser une assemblée sans pouvoir mais dont la censure morale et les suggestions soient efficaces une assemblée qui forme une caisse de résonance pour les orateurs de l'Europe.

Comme ce sont là des mesures difficilement contestables, elles n'ont guère fourni l'occasion de faire éclater des contradictions latentes ; et par exemple celle qu'avait soulignée ici M. Giscard d'Estaing : veut-on rétablir la liberté économique en Europe, comme il a été voté par la Commission que présidait M. Van Zeeland, ou veut-on planifier à l'échelle européenne, comme il a été voté par l'assemblée plénière sur la proposition de M. Ramadier ? Veut-on une monnaie saine qui obligera les gouvernements à être honnêtes, selon la formule de M. Rueff, ou veut-on une monnaie européenne manœuvrée à l'échelle européenne ? En un mot et pour le prendre de plus haut, se propose-t-on surtout de couper les griffes des pouvoirs nationaux ou de faire pousser les griffes d'un pouvoir européen ? Le Congrès était-il guelfe ou gibelin ? Souhaitait-il une Europe libérale ou une Europe impériale ? Je crois qu'il était plutôt guelfe : et surtout dans sa commission culturelle qui fut la mieux conduite et celle qui alla le plus loin.

M. de Madariaga la présidait, assisté de Denis de Rougemont. Charles Morgan y fit sentir ce que pourrait être le rôle des intellectuels et des universitaires, associés entre eux face aux États nationaux, comme au moyen âge. Et Alexandre Marc y fit accepter l'idée d'un recours de l'homme contre son État national devant une Cour suprême de l'Europe. Il n'est pas besoin de souligner l'importance d'une telle idée. Elle renverse le désastreux postulat austrien de la positivité du Droit, et admet au contraire la préexistence du Droit qu'aucun pouvoir ne peut abroger, même soutenu par toute la force de la volonté nationale. Quand le Congrès n'aurait fait que cela, il n'eût pas été inutile.

Certainement le désir des organisateurs était de ne pas prendre sur le plan de la politique militante des positions trop tranchées. Le Congrès a tout le temps admis qu'on ne pouvait rien faire que dans la « zone libre » de l'Europe mais qu'on ne devait pas se résigner à ce qu'il restât d'autre part de la ligne de démarcation une « zone occupée ». Il a pensé qu'il fallait admettre des émigrés de la zone occupée pour marquer la place des pays de l'Europe orientale : mais il a préféré éviter de mettre ces opinions en noir sur blanc. A la vérité, c'est du côté français que s'est surtout marquée une timidité à cet égard. Comme c'est aussi du côté français qu'on a surtout éprouvé de la répugnance à constater que l'Allemagne occidentale est en Europe occidentale, comme l'a dit Lord Layton.

BERTRAND DE JOUVENEL